

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section Française de la IV^e Internationale)



PRIX : 2 Fr

POUR UN GOUVERNEMENT

P.S. - P.C.F. - C.G.T.

OUI A LA 1^{RE} QUESTION
NON A LA SECONDE

M^r SOUSTELLE serait-il sourd ?

M. Teitgen avait une position claire: il ne voulait pas donner à la Vérité l'autorisation de paraître publiquement. Ainsi était-on fixé sur ce qu'il entendait par démocratie: le droit de s'exprimer pour les bien-pensants, le droit de se taire pour les révolutionnaires.

Mais M. Soustelle lui, ne répond rien. Nous lui envoyons des lettres. Nous lui demandons l'autorisation de paraître dans les formes requises par les règles juridiques de la « démocratie organisée » aujourd'hui en vigueur. Mais M. Soustelle se tait. M. Soustelle ne répond pas lorsqu'un parti légal lui demande le droit de s'exprimer légalement. M. Soustelle serait-il sourd ? Pourtant, lorsqu'il s'agit de journaux réactionnaires, son ouïe n'est pas si mauvaise. Il suffit de lui proposer un journal qui entrera en lutte contre les libertés démocratiques et la classe ouvrière pour qu'il entende fort bien et accorde autorisation sur autorisation! Le Monde, L'Époque, Le Méridien sont indispensables à une vraie démocratie et surtout à de bonnes élections!

Nous protestons encore une fois contre le régime du bon plaisir qui sévit. Nous protestons contre l'impossibilité dans laquelle est le Libérateur de s'exprimer largement; nous protestons contre les interdictions qui frappent les journaux du Parti Communiste Français, contre toutes les restrictions à la liberté de la presse.

Encore une fois, nous exigeons de M. Soustelle le droit à la parole! Qu'il dise clairement si un parti légal va continuer à être privé d'un journal. Qu'il dise clairement si on va continuer à utiliser la provocation qui consiste à nous obliger à nous exprimer dans un bulletin intérieur, pour pouvoir arrêter nos militants pour impression d'un journal non autorisé?

C'est M. Soustelle qui a la parole!

LA VERITE

BAS LES PATTES devant l'U.R.S.S.

Au nom de la « démocratie », le vertueux M^r BEVIN ouvre la campagne anti-soviétique des alliés.

Dans son discours aux Com-munes, Bevin, ministre travailliste des Affaires Étrangères, s'est élevé vigoureusement contre les « régimes autoritaires » qui régnaient dans les pays occupés par l'Armée Rouge. Le « Populaire » qui ne trouve rien à redire au magnifiquement électoral antidémocratique auquel se livre le gouvernement en France, s'associe à ce cri d'alarme.

D'Amérique, M. Byrnes annonce qu'il enverra des « observateurs » pour surveiller les élections en Roumanie et qu'il soutiendra le Roi pour la constitution d'un gouvernement démocratique. Tous les journaux bourgeois informent largement sur le manque de démocratie et de garantie aux élections en Yougoslavie, en Hongrie, etc., et la nécessité de les y rétablir.

Libérez LAPOU!

Notre camarade Lapoumeyroulle qui a été interné administrativement sur l'instigation des dirigeants du Parti communiste français de la « Lorraine » parce que trotskyste, a été acquitté par une commission qui jugea son cas.

Ainsi tombent à l'eau les boueuses calomnies des mouchards.

Mais il y a de cela un mois, et il n'est toujours pas en liberté. Celle-ci dépend de la signature de M. le Ministre de l'Intérieur. Or, ce ministre est Tixier, membre du Parti socialiste. Ce champion des libertés démocratiques croit-il qu'elles soient compatibles avec les lettres de cachet ?

Qu'en pense Blum, qui a si à cœur la « dignité humaine » ? Qu'en pensent surtout les militants du Parti socialiste ?

Protestez ! Envoyez des pétitions ! Exigez la libération immédiate de Lapou !

Nous ne pensons pas que la démocratie règne dans les pays occupés par l'Armée Rouge et nous revendrons là-dessus, mais il faut voir ce qui se trouve derrière les proclamations démocratiques des « alliés ». Comment croire que c'est subitement l'amour des libertés démocratiques qui dresse ces mêmes messieurs qui utilisèrent les tanks et la famine contre le peuple grec pour lui imposer la dictature de Voulgaris et bientôt celle du roi (grâce à un référendum, qui sera lui, très démocratique! avec la prison pour qui votera mal).

En réalité, tous ces démocrates sont effrayés par les réformes que l'Armée Rouge applique à l'économie des pays qu'elle occupe : partage des grandes propriétés terriennes, nationalisation de l'industrie, éviction des concessionnaires étrangers. C'est-à-dire des coups portés aux bases du capitalisme, de la propriété privée dans ces pays. Et c'est contre cette atteinte à l'ordre bourgeois que se dressent tous ces démocrates. Au nom de la démocratie, ils veulent réinstaller des gouvernements qui auront aussi peu, sinon moins, l'accord du peuple que ceux installés

Suite page 4: 2^e colonne

Action de Classe pour la Défense de la Constituante

Auriez-vous peur d'appliquer votre Programme ?

Tant que la guerre a duré, les travailleurs à qui on avait fait croire qu'elle se menait pour la démocratie, admettaient le gouvernement du Général de Gaulle qu'on leur avait présenté comme celui qui allait relever la France et leur rendre le bien-être dans le travail. Bien sûr, la vie et les impôts n'ont cessé d'augmenter, les salaires eux, n'ont guère monté, tout ce qui émanait du peuple a été, petit à petit, écarté et détruit : les F.F.I. ont été dégradés, le gouvernement prend systématiquement le contre-pied des décisions de l'Assemblée Consultative. Mais le P.S., le P.C.F. et la C.G.T. disaient aux travailleurs inquiets : « Tout cela est secondaire, il faut d'abord abattre l'hitlérisme, et de Gaulle qui a mené la lutte pour la libération du territoire, doit la continuer jusqu'au bout. »

Soudainement, l'inquiétude qui se précisait au fur et à mesure que la situation empirait s'est accrue lorsque contrairement à tout ce qu'il avait déclaré autrefois, De Gaulle a découvert son intention d'escamoter la Constituante Souveraine promise dans le programme du C.N.R., et a proposé un référendum plébiscitaire. Et l'on a commencé à se dire que celui qu'on nous présentait comme le chef capable de mener la lutte contre les trusts n'était en fin de compte que leur serviteur.

Aussi les travailleurs éprouvèrent-ils un réel soulagement lorsque, pour la première fois, le P.S., le P.C. et la C.G.T. déclarèrent catégoriquement leur désaccord avec de Gaulle et se prononcèrent pour l'élection d'une Assemblée Constituante et Souveraine.

Les chefs du P.C.F. se montrèrent particulièrement clairs sur ce point. Tandis qu'André Marty expliquait, à juste titre, que prendre le pouvoir c'est s'engager à réaliser un programme et réclamait l'élection par le peuple d'une Constituante Souveraine, le droit de vote à 18 ans, le contrôle réel des délégués par le peuple et du gouvernement par les élus, qui seul permettra de mener à bien la lutte contre les trusts. Thorez répondait aux arguties

sur la stabilité gouvernementale, en expliquant que la seule manière efficace d'assurer cette stabilité c'est que le gouvernement choisi par le peuple reste fidèle à son programme.

Enfin, les classes laborieuses voyaient la possibilité d'exprimer clairement leurs aspirations, aspirations qui s'étaient déjà affirmées lors des élections municipales où on avait voté gauche parce que la gauche semblait être seule capable de les satisfaire. Les travailleurs pensaient : nous allons voter pour nos organisations ouvrières (P.S., P.C.F., C.G.T.). Peut-être aurons-nous la majorité, en tout cas, nous serons très forts et nous pourrions avoir un gouvernement qui nous représenterait, et qui n'étant plus entravé par les Pieven, Mayer et autres agents des trusts qui empêchent, paraît-il, « nos » ministres de travailler, pourra appliquer son programme et abattre les trusts. Pour la première fois, la nuit des « tactiques » s'éclaircissait d'une position claire.

A nouveau

Les géniales manœuvres !

Mais la question qui prenait ainsi son véritable sens a été singulièrement embrouillée depuis, par l'attitude des partis ouvriers. En effet, tandis que le Parti socialiste capitulait purement et simplement devant de Gaulle, le Parti communiste, malgré ses déclarations catégoriques, concluait un accord avec les radicaux et Louis Marin. De part et d'autre, on a fait ainsi passer au deuxième plan la vraie question qui est l'application d'un

programme de nationalisation pour reconstruire et de rétablissement des libertés démocratiques, et au lieu de faire bloc sur ce terrain de classe, les deux Partis se séparaient pour rejoindre chacun un clan bourgeois.

Les dirigeants socialistes croient-ils donc que de Gaulle va appliquer un tel programme ?

Croyez-vous, Thorez et Marty, que Herriot et Louis Marin le feront ? Louis Marin, le réactionnaire fieffé et Herriot qui se prononce pour la Constitution de 1875, parce qu'il pense qu'elle camoufle et donc protège mieux le pouvoir du grand capital ? Suite page 2.

LA GUERRE EST FINIE...

ET MAINTENANT ?

Et maintenant il faut relever les ruines de la deuxième guerre impérialiste... Les bourgeois qui ont déclenché et mené la guerre apportent-elles une solution quelconque à ce problème ? Non. La seule solution c'est encore de détruire, encore de se préparer à la guerre, encore de pressurer les peuples, d'élever des barrières douanières encore plus hautes.

Tout le monde se rappelle quels fruits le système capitaliste apportait avant la guerre : pendant que des millions de chômeurs crevaient de faim de par le monde on brûlait du café, on jetait des poissons à la mer, on dénaturait du blé et on détruisait des vignes. C'est sur les mêmes principes que les mêmes maîtres du monde pensent relever l'Europe de ses ruines. Sauf que les destructions et les « expériences » se font maintenant à

Nouvelle adresse du P.C.I. :

19, rue Daguerre - Paris (14^e)

Métro: Denfert-Rochereau

Permanence tous les après-midi

C.C. Postal 4825-72 Paris (14^e)